

Dissous

L'Express - Humeur - Sylvain Ranjalahy - 10/08/13

Il n'y a pas de réconciliation sans procès. Tous les crimes politiques commis depuis l'indépendance sont restés impunis. Il n'y eut que la justice du vainqueur et le prochain perdant n'y échappera pas.

Il n'y a jamais eu un procès contre les auteurs des fusillades contre les manifestants sur la Place du 13-Mai en 1972. Les victimes ont été tuées pour du beurre, les rescapés se consolait avec l'espoir que le sang versé ne serait pas aspiré par l'asphalte.

Il n'y eu qu'un simulacre de procès sur l'assassinat du colonel Ratsimandrava le 11 février 1975 à l'issue duquel cinq larbins avaient été condamnés avec des peines assez légères comparées à celles infligées à l'ancien ministre Iharizaka Rahaingoson, condamné à trois mois d'emprisonnement ferme pour avoir injurié une magistrate. Ratsiraka, en prenant le pouvoir en juin 1975, avait promis dans son premier discours que tôt ou tard, la vérité éclaterait sur cette affaire. On ne perd pas espoir de la part de quelqu'un qui était dans le feu de l'action à l'époque et qui a une mémoire acérée de quelques dizaines de giga.

Il n'y a jamais eu de procès sur la boucherie perpétrée par le régime Ratsiraka contre les millions de manifestants qui marchaient sur le palais d'Iavoloha il y a vingt-deux ans aujourd'hui. Les victimes qui sautaient sur des mines anti-personnel ou qui recevaient des grenades, larguées depuis un hélicoptère, sur la tête n'ont jamais eu droit ni à une justice ni à une compensation financière comme leurs homologues du 7 février 2009.

Il n'y a jamais eu de procès contre les auteurs de pillages contre les dignitaires du régime Ratsiraka en 2002. Les victimes n'ont jamais été indemnisées et seuls quelques biens de l'ancien Premier ministre Guy Willy Razanamasy ont pu être récupérés.

Il n'y a jamais eu d'enquête, encore moins de procès contre les assassins du rugbyman Roland Ravolomaso tué au palais d'Ambohitsorohitra dans des circonstances obscures en 2002.

Il n'y a jamais eu ni enquête, ni procès contre les commanditaires et les auteurs de pillage du 26 janvier 2009 et les destructions de biens publics comme les studios de la RNM et de la TVM. Les victimes attendent d'être indemnisées comme le Président de la Transition l'avait promis au lendemain du drame.

Il n'y a jamais eu ni enquête ni procès sur les accidents d'avion tuant des dizaines de personnalités pendant l'époque révolutionnaire de Ratsiraka.

Crime ou accident, toutes ces tragédies laissent des rancœurs qui ne peuvent pas être dissoutes au fond de la lie de l'histoire. On n'a jamais eu le courage de punir le coupable se cachant derrière le sacro-saint fihavanana, prétextant le risque de l'éclatement de l'unité nationale. Mieux vaut donc taire la vérité que de sanctionner les coupables pour sauvegarder une unité artificielle. Un manque de volonté qui a dévié vers un culte généralisé de l'impunité qui arrive aujourd'hui à un stade critique. Face à ce manque d'autorité et de l'absence de l'État, de la démission des responsables, l'anarchie gagne de plus en plus de terrain dans tous les domaines de la vie.

La justice semble ne servir qu'à condamner les petits délinquants qui n'ont pas les moyens pour faire entendre raison ainsi que les intérêts politiques. Et on fanfaronne à qui veut l'entendre qu'on est un État de droit, que la Justice agit en toute indépendance et que les juges décident en leur âme et conscience. Le fait est qu'il n'y a plus peut-être que les vrais coupables qui font confiance en la Justice. Ils sont au moins sûrs qu'ils ne seront pas traités de la même manière que dans une vindicte populaire devenue ces derniers temps la meilleure forme de procès aussi bien en ville que dans les campagnes et peuvent même avoir gain de cause. Les deux voyous lynchés par la foule avant-hier à Sainte-Marie en est la preuve. Ils ne seront pas les derniers face à une pratique qui monte en flèche. La grève des agents pénitentiaires ne fait qu'aggraver la situation mais elle montre le dysfonctionnement profond d'un système qui arrive peut-être à un moment où tout risque de coïncider.

L'affluence famélique d'hier à Antsahamanitra montre que le soulèvement ne viendra pas d'un appel des politiciens. Il couve et le germe se voit à travers le refus de se soumettre aux valeurs républicaines et de se

conformer aux règles d'un État de droit. Se faire justice, c'est la bonne règle dans une période où tout le monde se sert.

Source : <http://www.lexpressmada.com/5596/3547-humeur/dissous.html>